

**Conseil des ministres - Accord entre  
la France et la Suisse en matière de  
fiscalité applicable dans l'enceinte  
de l'aéroport de Bâle-Mulhouse**

(Paris, 18 octobre 2017)

Le ministre de l'Europe et des affaires étrangères a présenté un projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse relatif à la fiscalité applicable dans l'enceinte de l'aéroport de Bâle-Mulhouse.

Cet accord a été signé à Paris le 23 mars 2017, à l'issue de plusieurs années de négociations.

Il assure un règlement global et équilibré de la question de la fiscalité applicable dans l'enceinte de l'aéroport de Bâle-Mulhouse, en veillant au respect des intérêts des différentes parties concernées, État, aéroport, entreprises et collectivités territoriales.

Grâce à ce cadre juridique rénové, cet accord contribue à l'attractivité et au rayonnement de l'aéroport de Bâle-Mulhouse, infrastructure essentielle pour le développement économique et social de l'ensemble de la région.

Avec, pour l'année 2016, 7,3 millions de passagers, un chiffre d'affaires de 133,2 millions d'euros et un bénéfice net de 24,8 millions d'euros, l'aéroport de Bâle-Mulhouse représente le 5ème aéroport le plus important de France, hors aéroports de Paris et le 3ème aéroport pour la Suisse. Il dessert un bassin de population de 3,2 millions de personnes qui résident à moins de 60 minutes en voiture et génère directement plus de 6.000 emplois.

Cet accord témoigne enfin de l'excellence des rapports avec la Suisse./.